



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

COHÉSION NATIONALE ET LOGEMENT SOCIAL

Question au Gouvernement n° 1059

Texte de la question

COHÉSION NATIONALE ET LOGEMENT SOCIAL

Mme la présidente. La parole est à M. François Piquemal.

M. François Piquemal. La mort du jeune Nahel, tué par un policier, montre à quel point il convient de changer la doctrine de la police.

M. Julien Odoul. C'est la racaille qui doit changer !

M. François Piquemal. C'était l'une des propositions du plan présenté par Jean-Louis Borloo en 2018, parmi d'autres sur les transports, la petite enfance, la culture, le sport, l'emploi, les moyens pour les communes, la lutte contre les discriminations. Ce plan était issu de l'appel de Grigny, qui réunissait plus de 1 000 personnes, des responsables associatifs, des élus locaux, des maires. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NUPES et sur quelques bancs des groupes SOC et Écolo-NUPES.*) Ils travaillaient sur un rapport dont le nom fait écho aujourd'hui : « Vivre en grand, vivre ensemble la République, pour une réconciliation nationale ». Ce document comportait dix-neuf grandes mesures qu'on pouvait discuter, mais qui proposaient une nouvelle ambition pour nos quartiers, qu'ils soient situés dans les grandes ou dans les petites villes. Qu'en a fait M. Macron ? Il l'a jeté à la poubelle avec mépris et arrogance. Tout le monde ici s'en souvient ! (Mêmes mouvements.)

M. Vincent Descoeur. Ce n'est pas faux.

M. François Piquemal. Depuis, quelle vision pour les quartiers prioritaires de la ville ? Aucune ! Dans ces quartiers comme ailleurs, vous avez dégradé les services publics par vos politiques en matière de santé, d'éducation, de justice, de logement, de vie associative. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NUPES.* – M. Benjamin Lucas applaudit également.)

Mme Mathilde Panot. Eh oui !

M. François Piquemal. La force d'une nation, c'est sa cohésion. Quelle cohésion proposez-vous ? Comme le dit si bien le maire de Trappes, Ali Rabeh, à propos de ceux qui refusent de construire du logement social dans leur commune (*Rires et exclamations sur les bancs des groupes RE, RN et LR*) :...

M. Frédéric Cabrol. Le maire de Trappes, c'est une référence ?

M. Benjamin Lucas. Il n'y a aucun problème avec le maire de Trappes !

M. François Piquemal. ...« Ceux qui croient pouvoir rester entre riches et qui pensent que leur bonheur individuel ne sera jamais heurté par un malheur collectif, que nous organisons dans nos banlieues, se trompent lourdement. Ils seront tôt ou tard rattrapés comme on l'est tous en ce moment. » (*Applaudissements sur les bancs des groupes LFI-NUPES et Écolo-NUPES.*)

M. Laurent Jacobelli. Quelle honte !

M. François Piquemal. Les ghettos de pauvres n'existent que parce qu'il y a des ghettos de riches. Il faut en finir avec le séparatisme de ces derniers et y faire respecter aussi la loi de la République. (*Mêmes mouvements.*) Quelles seront vos mesures pour assurer cette cohésion, pour remettre du droit commun et des services publics de qualité partout, a fortiori dans nos quartiers ?

M. Patrick Hetzel. En matière de cohésion, La France insoumise à des progrès à faire !

M. François Piquemal. Leurs habitants font partie des essentiels et ils rapportent plus à notre société qu'ils ne perçoivent d'elle ; sans eux, notre pays ne tourne pas. (*Mmes et MM. les députés du groupe LFI-NUPES se lèvent et applaudissent. – Applaudissements sur les bancs du groupe Écolo-NUPES. – M. Alain David applaudit également.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre délégué chargé de la ville et du logement.

M. Olivier Klein, ministre délégué chargé de la ville et du logement. D'abord, permettez-moi à mon tour d'avoir une pensée pour Nahel,...

M. Thomas Ménagé. Au lieu de penser, agissez !

M. Olivier Klein, ministre déléguéune pensée pour le sapeur-pompier décédé et aussi pour toutes les forces de sécurité qui ont travaillé d'arrache-pied ces derniers jours, ainsi que pour les élus et pour l'ensemble des fonctionnaires et des habitants des quartiers populaires qui ont été touchés. (*Exclamations sur les bancs du groupe RN.*)

Ensuite, s'agissant du plan Borloo, si vous l'étudiez avec attention, comme nous l'avons fait, vous verrez qu'il a en partie inspiré l'action du Gouvernement lors du quinquennat précédent. (*Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NUPES.*) Je veux rappeler la création des cités éducatives, programme dont le Président de la République a annoncé lundi soir, à Marseille, l'extension à l'ensemble des territoires relevant de la politique de la ville.

M. Pierre Cordier. Ça ne marche pas !

M. Olivier Klein, ministre délégué . Un autre axe important du plan Borloo réside dans l'Anru – Agence nationale pour la rénovation urbaine –, dont vous avez d'ailleurs dit il y a quelques jours, dans la presse, qu'elle ne servait à rien. Lors de notre premier quinquennat, quand nous avons pris la direction du pays, elle était dotée de 5 milliards d'euros ; or elle bénéficie désormais d'un budget de 12 milliards. L'État a recommencé à financer l'Anru, alors que ce financement s'était rétracté avant nous. L'Anru soutient désormais plus de 1 500 chantiers partout en France ; parmi les 453 territoires ayant passé une convention avec elle, 445 ont déjà lancé un chantier. Ce dispositif majeur fonctionne !

Le plan Borloo, c'est aussi moins d'enfants par classe à l'école ; grâce au dédoublement des classes de CP puis de CE1, celles-ci comptent désormais douze élèves dans l'éducation prioritaire, et la mesure est en train d'être étendue aux grandes sections de maternelle.

M. Maxime Minot. Moi, je vois surtout des classes à trente élèves !

M. Olivier Klein, ministre délégué . Le Président de la République l'a annoncé à Marseille : dans les quartiers concernés, les enfants seront progressivement accueillis dès deux ans en maternelle au cours des prochaines rentrées, et les moyennes sections bénéficieront d'une augmentation de moyens.

Le plan Borloo, c'est enfin plus de culture dans les quartiers populaires. Citons les Micro-folies, que le Gouvernement a continué à soutenir tout au long du quinquennat précédent, en développant 150 de ces équipements dans les quartiers populaires ; ce dispositif est primordial pour les enfants concernés. Citons aussi l'ouverture des bibliothèques : là encore, le gouvernement précédent a soutenu l'ouverture des bibliothèques sur des horaires décalés, en particulier le dimanche. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe RE.)*

Données clés

Auteur : [M. François Piquemal](#)

Circonscription : Haute-Garonne (4^e circonscription) - La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1059

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Ville et logement

Ministère attributaire : Ville et logement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 5 juillet 2023

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 5 juillet 2023